

SESSION DU 20 JUIN 2024

VCEU du groupe L'écologie ensemble
relatif au soutien à l'audiovisuel public

Exposé des motifs :

Le 23 mai dernier, les député-es devaient examiner à l'Assemblée nationale le projet de réforme de l'audiovisuel public. Contesté, ce projet de réforme visait à regrouper les chaînes du groupe France Télévision, France 24, INA, ainsi que les services de Radio France et de RFI sous une seule entité nommée France Média. Derrière cette fusion prévue pour 2026, les syndicats craignent un appauvrissement de l'offre d'information, une baisse de budget, une suppression d'emplois, ainsi qu'un risque plus élevé de pressions politiques, une fois réunis sous une seule et même direction.

Si le contexte politique actuel a mis en pause ce projet de réforme, celui-ci n'est pas abandonné pour autant. Plusieurs forces politiques ont récemment affirmé vouloir « mettre un terme à l'audiovisuel public », en le privatisant au plus vite. A contrario, nous nous opposons à la concentration de l'industrie culturelle et des médias autour d'une poignée de propriétaires.

Attaché à la liberté et à l'indépendance de la presse, au pluralisme des informations et à la lutte contre les fausses informations, notre groupe défend le maintien d'un financement durable, lisible et socialement juste des services audiovisuels publics. Nous nous opposons au modèle de l'Italie, de la Hongrie, ou de la Pologne, où les radios-téles publiques sont fusionnées et inféodées aux positions du gouvernement en place.

Alors que le service public audiovisuel est aujourd'hui menacé, le Conseil régional, réuni en session plénière le jeudi 20 juin 2024, en soutien à l'appel des sociétés de journalistes des médias publics demande au futur gouvernement :

- De sanctuariser et de pérenniser le budget dédié à l'audiovisuel public.
- De s'opposer à tout projet de fusion ou de privatisation de l'audiovisuel public.



**Claire SCHWEITZER, conseillère régionale
et l'ensemble des élu.e.s L'écologie ensemble**